

N°20-04-038

L'an deux mil vingt, le jeudi 30 avril à 18 heures 30, le Conseil de Communauté s'est réuni sous la présidence de Monsieur Christian LEROY, Président, suite à la convocation en date du 17 avril 2020.

Présents :

Mesdames POURCHEL I. ; CARVALHO H. ; POULAIN P. ; FOURNIER A. ; DELRUE J. ; WESTENHOEFFER V. ; BERQUEZ M.L. ;
Messieurs PRUVOST M. ; ALLOUCHERY J.M. ; VASSEUR C. ; BOUFFART J. ; DEVIGNE E. ; LHEUREUX M. ; CRETON S. ; BRUGGEMAN M. ; DELATTRE J. (reçoit pouvoir de N. DE JONGHE) ; SAGNIER F. ; MAILLOT D. ; CROQUELOIS J.M. ; CHARLEMAGNE V. ; CLABAUT A. ; FOURNIER D. ; COLIN G. (reçoit pouvoir de F. DEGREMONT) ; MAGERE M. ; CORDIER A. ; BACQUET J. ; DENUNCQ R. ; TELLIER C. ; DELATTRE G. ; DELANNOY J. (reçoit pouvoir de E. BOIN) ; OTTEVAERE D. ; WYCKAERT G. (reçoit pouvoir de S. LEFEBVRE) ; BEE D.

Absents excusés :

Mesdames DE JONGHE N. (donne pouvoir à J. DELATTRE) ; DEGREMONT F. (donne pouvoir à G. COLIN) ; BOIN E. (donne pouvoir à J. DELANNOY)
Messieurs DUWAT A. ; GARDIN J. ; FRANQUE G.A. ; SENECAT D. ; GARENAUX M. ; DUFOUR O. ; WALLET B. ; WAUQUIER A. ; COYOT J.C. ; WAVRANT M. ; GALLET J.M. ; LEFEBVRE S. (donne pouvoir à G. WYCKAERT) ; FOURRIER B. ; HOCHART J.L.

Monsieur Julien DELANNOY est élu secrétaire.

**OBJET : FONDS DE RELANCE – AIDE A LA RENOVATION DE L'HABITAT – VALIDATION DU
REGLEMENT ET DU DOSSIER DE SOLLICITATION DES AIDES**

Rapporteur : Didier BEE

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
Vu l'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation ;
Vu l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 ;

Le bureau communautaire, réuni en visioconférence le 15 avril 2020 propose

- la mise en place d'une aide à l'investissement des particuliers pour la rénovation de leur habitat
- de valider le règlement de l'aide à la rénovation de l'habitat ainsi que le dossier de demande d'aide
- d'autoriser le Président à mener les démarches et à signer tout acte administratif nécessaire à la bonne mise en œuvre de cette décision.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité,

- **DECIDE** la mise en place d'une aide à l'investissement des particuliers pour la rénovation de leur habitat (ANNEXE I)
- **VALIDE** le règlement de l'aide à la rénovation de l'habitat (ANNEXE II)

VALIDE le dossier de demande d'aide (ANNEXE III)

Accusé de réception en préfecture 062-246201016-20200430-20-04-038-DE Date de télétransmission : 07/05/2020 Date de réception préfecture : 07/05/2020
--

- **AUTORISE** le Président à mener les démarches et à signer tout acte administratif nécessaire à la bonne mise en œuvre de cette décision.

Pour extrait conforme,
Le Président,

A blue oval stamp with the text "COMMUNAUTÉ DE COMMUNES" at the top, "62380 LUMBRES" in the center, and "DU PAYS DE LUMBRES" at the bottom. Two small stars are positioned on either side of the center text. A blue ink signature is written over the right side of the stamp.

ANNEXE I

- Mise en œuvre de l'aide à la rénovation de l'habitat :

- Proposition de reprendre les mêmes conditions que l'aide TEPCV de 2017/2018 mais en étant plus strict en termes d'efficacité énergétique (voir documents ci-dessous) dans la ligne du PCAET et des aides existantes (CEE, Prime Energie, Crédit d'impôt)
- Objectif que les aides servent réellement pour des travaux efficaces pour plus de confort dans les logements et une baisse des consommations énergétiques

Moyen de Chauffage

Pompe à Chaleur aérothermique (PAC Air/Eau)

- ☞ Installation de la PAC avec un programmeur de chauffage
- ☞ Installation de la PAC avec une régulation par sonde extérieure
- ☞ Rendement ETAS de la PAC doit être de **111%** minimum (en cas d'installation à haute ou moyenne température) et de **126%** minimum (installation à basse température)
- ☞ Le dossier devra être accompagné d'une étude thermique permettant de calculer les besoins de chauffage

Pompe à Chaleur géothermique (PAC Eau/Eau ou Sol/Eau)

- ☞ Installation de la PAC avec un programmeur de chauffage
- ☞ Installation de la PAC avec une régulation par sonde extérieure
- ☞ Rendement ETAS de la PAC doit être de **111%** minimum (en cas d'installation à haute ou moyenne température) et de **126%** minimum (installation à basse température).
- ☞ Le dossier devra être accompagné d'une étude thermique permettant de calculer les besoins de chauffage

Chaudière gaz condensation à très haute performance énergétique

- ☞ L'efficacité énergétique saisonnière sera d'au moins **92 %**
- ☞ Installation avec un programmeur de chauffage
- ☞ Installation avec une régulation par sonde extérieure

Poêle/Insert à bois et à granulés

- ☞ L'installation à bois doit obtenir une **flamme verte 7***
- ☞ Installation avec un programmeur de chauffage

Chaudière Biomasse

- ☞ L'installation doit obtenir une **flamme verte 7***
- ☞ Installation avec un programmeur de chauffage
- ☞ Installation avec une régulation par sonde extérieure

Production d'eau chaude et Ventilation

Chauffe-Eau Solaire Individuel (CESI)

- ☞ Les capteurs doivent être certifiés CSTBat ou SolarKeymark

Chauffe-Eau Thermodynamique Individuel (CETI)

- ☞ L'efficacité énergétique devra être supérieure à **95 %**
- ☞ L'installation sera de préférence en mode « gainable ».

Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC)

- ☞ La VMC sera Hygro-réglable de type B avec bouche d'entrée et extracteur Hygrovariable

VMC Double Flux

- ☞ La VMC sera certifiée Passiv Haus Institut
- ☞ La VMC sera installée de préférence dans le volume chauffé sauf contrainte technique

Accusé de réception en préfecture
062-246201016-20200430-20-04-038-DE
Date de télétransmission : 07/05/2020
Date de réception préfecture : 07/05/2020

Enveloppe de la maison

Isolation thermique par l'intérieur (ITI)

- ☞ La résistance thermique de l'isolant doit être de **4** minimum
- ☞ Installation d'une membrane pour la gestion de l'étanchéité à l'air
- ☞ Les isolants minces réfléchissant (PMR) sont proscrits

Isolation thermique par l'extérieur (ITE)

- ☞ La résistance thermique de l'isolant doit être de **4** minimum
- ☞ Les isolants minces réfléchissant (PMR) sont proscrits

Isolation des combles perdus

- ☞ La résistance thermique de l'isolant doit être de **8** minimum

Isolation des rampants (toiture)

- ☞ La résistance thermique de l'isolant doit être de **7** minimum
- ☞ Les isolants minces réfléchissant (PMR) sont proscrits
- ☞ Installation d'une membrane pour la gestion de l'étanchéité à l'air

Changement des menuiseries

- ☞ Pose de double ou triple vitrage avec les performances minimum suivantes :
Uw < ou = à 1,3 W/m².K et Sw > ou = à 0,3
OU Uw < ou = à 1,7 W/m².K et Sw > ou = à 0,36.
- ☞ La pose des fenêtres sera réalisée dans les règles de l'art et comportera à minimum :
 - Un joint comprimé périphérique
 - Une gestion de l'étanchéité à l'air parfaite au niveau périphérique (utilisation de bande adhésive spécifique)

Des photos seront exigées pour vérifier la conformité de la pose

ANNEXE II

Règlement d'attribution de l'aide communautaire à la rénovation énergétique de l'habitat

Préambule

Dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) approuvé le 9 mars 2020, la Communauté de Communes est identifiée comme organisatrice de la transition écologique et sociale du Pays de Lumbres. A ce titre, elle s'est fixée avec ses partenaires un certain nombre d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de réduction des consommations énergétiques et de production d'énergie renouvelables. Pour ce faire, la réhabilitation énergétique de l'habitat est un enjeu majeur dans les années à venir. Il convient par conséquent d'accompagner les habitants dans la mise en œuvre effective et qualitative de cette réhabilitation. La CCPL a donc créé une aide à la rénovation énergétique des logements à destination des propriétaires occupants et propriétaires bailleurs de maison individuelle construite avant 1990. Cette aide sans condition de ressources vient en complément des aides existantes pour les ménages modestes et très modestes délivrées dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en œuvre depuis mars 2019.

Le présent règlement définit les conditions d'attribution de l'aide à la rénovation énergétique de l'habitat.

Conditions générales de recevabilité des demandes

Article 1 : Sont éligibles à l'aide sans condition de ressource, les habitants propriétaires occupants sur l'une des 36 communes de la Communauté de Communes du Pays de Lumbres (CCPL), ainsi que les propriétaires bailleurs possédant des logements sur l'une des 36 communes de la CCPL. Cette aide peut également venir compléter les aides accordées dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) pour les ménages modestes et très modestes.

Article 2 : Le dispositif d'aide concerne les maisons individuelles occupées par leur propriétaire, ou les maisons individuelles des propriétaires bailleurs construites avant 1990 et situées sur le territoire de la CCPL. Le propriétaire peut, s'il le souhaite, avoir fait réaliser au préalable un audit énergétique et environnemental de son habitation (AEE). Il est à noter que ce type d'audit est très utile pour éclairer les choix des habitants quant à la priorité et l'ordonnancement des travaux.

Article 3 : Seul un dossier par logement peut faire l'objet d'une demande de subvention sur la période de mise en œuvre de l'aide.

Article 4 : Les travaux éligibles à l'aide de la CCPL sont, pour chaque ménage ou propriétaire bailleur, les travaux préconisés par le Conseiller Info-Energie du Territoire que le demandeur du logement doit rencontrer préalablement à toute demande d'aide.

Article 5 : Les travaux doivent améliorer la performance énergétique du logement tant pour le confort des occupants que pour la réduction durable des consommations énergétiques du logement et la réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre. Pour ce faire, ils doivent respecter l'ensemble des critères repris à l'article 11 du présent règlement. Ils doivent également être réalisés par des professionnels du bâtiment, inscrits au répertoire des métiers ou au registre du commerce, et bénéficiant par ailleurs d'une reconnaissance « Reconnu Garant de l'Environnement » (RGE). Les travaux réalisés, sans respecter les critères de performance et sans recours à une entreprise qualifiée, ne seront pas subventionnés.

Article 6 : Préalablement à toute démarche administrative, le demandeur doit prendre rendez-vous avec l'Espace Info Energie (EIE) afin de bénéficier de conseils dans la pertinence, l'ordonnancement ou le bouquet de travaux envisagés. Le demandeur pourra ensuite déposer son dossier (possibilité de retourner consulter le conseiller EIE pour constituer le dossier). Le Conseiller Info-Energie rédige un avis sur chaque dossier de demande d'aide permettant la délibération de la CCPL.

Article 7 : Le demandeur est responsable de la réalisation de l'ensemble des démarches administratives nécessaires à l'exécution des travaux et doit s'assurer qu'il possède l'ensemble des autorisations d'urbanisme nécessaires (notamment la déclaration préalable pour tous travaux concernant l'aspect extérieur du logement : menuiseries, isolation par l'extérieur ou le permis de construire pour tous travaux plus importants...).

Article 8 : En mono propriété, le bénéfice de l'aide est réservé au propriétaire occupant ou bailleur du logement.

Article 9 : Dans le cadre du projet d'un propriétaire bailleur, l'aide n'est pas cumulable sur plus de trois logements et doit réellement constituer une amélioration importante de la qualité énergétique des logements au bénéfice des locataires.

Article 10 : En cas de mutation du bien, le demandeur est tenu d'en aviser la CCPL par écrit.

Critères de performances imposés par la Communauté de Commune

Article 11 : L'aide CCPL viendra accompagner les travaux suivants dans le respect scrupuleux des performances énergétiques listées en ANNEXE I

Détail de l'aide proposée par la communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
002-246201016-20200430-2004-038-DE
Date de télétransmission : 07/05/2020
Date de réception préfecture : 07/05/2020

Article 12 : La durée de mise en œuvre de l'aide à la rénovation énergétique s'étend à compter du 15 avril 2020 dans la limite des crédits disponibles annuellement après approbation de ceux-ci dans le cadre budgétaire de la CCPL.

Article 13 : L'aide à la rénovation énergétique s'élève à **20% du montant total hors taxes des travaux éligibles, dans la limite de 2 000 €** par dossier.

Section 1 : Conditions d'attribution et de versement de l'aide

Article 14 : L'imprimé de la demande d'aide peut être retiré au siège et sur le site internet de la communauté de communes et auprès de l'Espace Info Energie, ainsi que dans chaque mairie. Les dossiers sont instruits par les services de la communauté de communes et l'espace info-énergie, qui apportent conseil aux demandeurs puis vérifient la recevabilité de la demande, préalablement à tout démarrage des travaux.

Chaque dossier de demande d'aide doit être produit en 1 exemplaire papier ou électronique et contenir :

- L'imprimé de demande d'aide complété et signé,
- Le rapport complet éventuel d'audit énergétique et environnemental,
- Une notice éventuelle explicative des travaux retenus parmi ceux préconisés dans l'audit,
- Le devis détaillé demandé par le Conseiller Espace Info Energie, et correspondant aux travaux retenus et détaillant chaque poste de travaux concernés par les aides (travaux préconisés dans l'audit),
- Le plan de financement des travaux incluant notamment les primes perçues en recette (CEE, Prime Energie...), l'ensemble des subventions perçues, aide de la CCPL comprise, ne devant pas excéder 80% du coût HT des travaux
- Un justificatif de propriété,
- Un justificatif de domicile datant de moins de trois mois,
- Une pièce d'identité
- Le cas échéant, les autorisations d'urbanisme nécessaires n'ayant pas reçu d'opposition,
- Un RIB,
- Le présent règlement signé.

Section 2 : Composition et fonctionnement de la commission d'attribution

Une commission composée des membres du bureau de la CCPL, dont le Président, étudiera et validera les dossiers de demande d'aide.

Section 3 : Calcul et versement de l'aide

Article 15 : Le versement global de l'aide intervient après l'achèvement des travaux :

- sur présentation des factures acquittées d'intervention des entreprises
- sur présentation des justificatifs demandés par le Conseiller EIE dans son avis et repris dans la décision de la CCPL, attestant du niveau attendu de performance énergétique des travaux réalisés (photos...)
- après vérification et attestation de la conformité de ces justificatifs par la communauté de communes.

Article 16 : Le montant de la subvention est arrondi à l'euro le plus proche, il est également calculé afin que l'ensemble des subventions perçues par le demandeur (CEE, Prime Energie...), aide de la CCPL comprise, n'excède pas 80% du coût HT des travaux. Le montant de la subvention ne peut dépasser celui estimé à partir des devis au moment de la décision d'attribution par la commission. Il peut en revanche être recalculé si le montant des factures acquittées par le demandeur est inférieur au montant indiqué dans les devis.

Article 17 : Les factures doivent être éditées par l'entreprise ayant réalisé les travaux. Le maître d'ouvrage peut choisir une entreprise différente de celle présentée dans le dossier de demande de l'aide, sous la condition que celle-ci réalise les travaux prévus dans l'enveloppe des devis initiaux. Les travaux indiqués sur les factures doivent correspondre aux travaux acceptés. Si des travaux ont été ajoutés ou modifiés, le calcul en vue du versement de l'aide ne prendra en compte que les travaux présentés lors de l'attribution de l'aide.



Propriétaire occupant
Propriétaire bailleur
(rayer la mention inutile)

N° de Dossier :

Date de dépôt :

Encart réservé à la CCPL

DEMANDE DE SUBVENTION

Madame, Monsieur,

Vous demandez à la Communauté de Communes du Pays de Lumbres, collectivité territoriale, une subvention pour améliorer votre logement. Nous vous remercions de lire attentivement les informations suivantes avant de remplir votre dossier.

Votre demande doit être adressée à Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Lumbres avant tout commencement des travaux. En effet, seuls les travaux commencés après le dépôt de la demande de subvention à la CCPL peuvent bénéficier de l'aide.

Une subvention n'est pas automatique, elle est attribuée en fonction de l'intérêt économique, technique et environnemental des travaux projetés et des crédits disponibles, sur la base d'un programme d'actions qui fixe les priorités d'intervention de la CCPL et les modalités financières d'attribution des aides. Un niveau de performance thermique du bâtiment après travaux est attendu, vous trouverez ces critères dans le dossier ci-joint et dans le règlement.

Pour être certain d'obtenir une subvention et en connaître le montant, vous devez attendre la notification de la décision de la CCPL.

Merci de ne rien oublier notamment de dater, de signer votre demande et de joindre l'ensemble des pièces justificatives demandées. Sinon, nous serions obligés de vous retourner votre dossier. Ce délai retarderait notre décision.

Préalablement à la constitution du dossier, il vous est demandé de prendre rendez-vous avec Jonathan VANCAEZELE, Conseiller Info-Energie du Territoire (Tel : 03 74 18 22 15 - Port : 06 75 38 89 88), qui pourra vous apporter conseil sur les travaux à opérer dans votre habitation et sur la recevabilité de votre dossier. Il remettra également à la CCPL un avis sur votre dossier.

Je vous prie de croire en l'assurance de mes plus cordiales salutations.

Le Président

Accusé de réception en préfecture
062-246201046-20200430-20-04-038-DE
Date de télétransmission : 07/05/2020
Date de réception préfecture : 07/05/2020

Christian LEBOY

IDENTITE DU DEMANDEUR DE LA SUBVENTION

M. Mme M. et Mme

Votre nom :

Votre prénom :

Votre adresse :

Bâtiment : Escalier : Etage : Porte :

Code Postal : Commune :

Tél : Mèl :

PRECISION SUR L'OCCUPATION DU LOGEMENT

Vous êtes :

propriétaire occupant propriétaire bailleur

Date de construction du logement :

DESCRIPTION DU LOGEMENT QUE VOUS VOULEZ AMELIORER

• Adresse de ce logement:

Bâtiment : Escalier : Etage : Porte :

Code Postal : Commune :

• Précisez l'année de l'achèvement du logement :

• Indiquer la consommation énergétique conventionnelle en kWh/m².an de votre logement
- avant travaux : - projetée après travaux :

TRAVAUX ENVISAGES

• Décrivez les travaux que vous voulez réaliser :

.....
.....
.....
.....

• Les travaux vont-ils être réalisés partiellement ou totalement dans le cadre du dispositif ?

Oui Non

Accusé de réception en préfecture 062-246201016-20200430-20-04-038-DE Date de télétransmission : 07/05/2020 Date de réception préfecture : 07/05/2020
--

VOS ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUMBRES

Je soussigné(e), nom et prénom :

● certifie sur l'honneur que :

- ✓ les renseignements portés sur la présente demande et sur les documents qui l'accompagnent sont exacts ;
- ✓ les travaux faisant l'objet de la demande ne sont pas commencés à la date de dépôt du dossier auprès de la Communauté de Communes du Pays de Lumbres.
- ✓ les travaux faisant l'objet de la demande, s'il y a lieu, ont fait l'objet d'une demande de déclaration préalable, voire d'un permis de construire accordés

● m'engage à :

- ✓ aviser la Communauté de Communes du Pays de Lumbres par écrit, après le dépôt du dossier de toutes modifications qui pourraient être apportées au droit de propriété et aux conditions d'occupation du logement subventionné ;
- ✓ fournir le plan de financement des travaux incluant notamment les primes perçues en recette (CEE, Prime Energie...), l'ensemble des subventions perçues, aide de la CCPL comprise, ne devant pas excéder 80% du coût HT des travaux
- ✓ commencer les travaux dans le délai de 6 mois à compter de la notification de la subvention, à défaut la subvention accordée serait annulée ;
- ✓ faire réaliser les travaux, conformément au projet présenté, par des professionnels du bâtiment inscrits soit au registre du commerce, soit au répertoire des métiers et Reconnus Garants de l'Environnement (RGE);
- ✓ ne pas recourir à du travail clandestin ou dissimulé pour la réalisation des travaux ;
- ✓ permettre à la CCPL de visiter les lieux des travaux et à lui communiquer les justificatifs et documents nécessaires à l'exercice du contrôle ;
- ✓ reverser à la CCPL en cas de non-respect des engagements ci-dessus, le montant des subventions reçues ;
- ✓ fournir à l'issue des travaux l'ensemble des justificatifs demandés dans le règlement et la décision d'octroi de la subvention comme les factures acquittées, et également les justificatifs attestant du niveau attendu de performance énergétique des travaux réalisés (photos...).

● reconnais être informé que :

- ✓ la CCPL se réserve la possibilité de faire des contrôles à tout moment et que le non- respect des engagements ci-dessus entraîne l'annulation de l'aide et le reversement.

Accusé de réception en préfecture 062-246201016-20200430-20-04-038-DE Date de télétransmission : 07/05/2020 Date de réception préfecture : 07/05/2020
--

- ✓ toute fraude ou fausse déclaration à l'occasion du dépôt de la demande ou de toute autre démarche vis-à-vis de la CCPL entraîne le retrait ou le reversement de l'aide allouée, et pourra m'exposer, à titre de sanction administrative et sans préjudice des poursuites judiciaires éventuelles, au refus de toute nouvelle demande.

■ donne pouvoir à :

Nom, prénom :

Adresse :

Code Postal : Commune :

- pour déposer à la CCPL la présente demande de subvention, et en conséquence, pour recevoir toute correspondance relative à cette demande.

Fait à, le

Signature du demandeur ou de son représentant

COMPOSITION DU DOSSIER

- Avant le dépôt de votre demande de subvention, vérifiez que votre dossier est complet. Pour cela, il doit comporter :

- la présente demande de subvention remplie et signée ;
- Le dossier technique, comprenant au moins un devis détaillé descriptif et estimatifs correspondant aux travaux, présenté par une ou plusieurs entreprises labellisées RGE inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre, les plans et croquis nécessaires à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis,
- Un plan de financement des travaux incluant notamment les primes perçues en recette (CEE, Prime Energie...), l'ensemble des subventions perçues, aide de la CCPL comprise, ne devant pas excéder 80% du coût HT des travaux
- un justificatif de propriété
- un justificatif de domicile datant de moins de trois mois
- une pièce d'identité en cours de validité
- le cas échéant, les autorisations d'urbanisme nécessaires n'ayant pas reçu d'opposition,
- un RIB
- le règlement signé

Accusé de réception en préfecture 062-246201016-20200430-20-04-038-DE Date de télétransmission : 07/05/2020 Date de réception préfecture : 07/05/2020
--